



MOBILISATION POUR L'EMPLOI!

La multiplication des annonces de plans sociaux ces derniers jours vient remettre la question de l'emploi et du chômage au cœur de l'actualité sociale. Les milliers de suppressions d'emplois annoncées chez Auchan et Michelin la semaine dernière sont la partie émergée de l'iceberg. Depuis de nombreuses semaines, les équipes FO se mobilisent pour préserver ce qui peut l'être dans des secteurs touchés par de violentes secousses sur l'emploi.

Plusieurs enseignes du commerce, notamment dans l'ameublement, l'équipement de la maison, l'habillement, la grande distribution enchaînent les restructurations ou les fermetures, entraînant la disparition de plusieurs milliers d'emplois. À titre d'exemple, le démantèlement du groupe Casino a conduit nos élus Force Ouvrière à multiplier pendant de longs mois actions et négociations, visant à obtenir la sauvegarde des emplois et de réelles garanties sociales. Cette situation nous a conduits à demander au Premier ministre la création d'un comité commerce, à l'image de ce qui existe dans l'industrie avec les comités stratégiques de filière.

Dans l'industrie, le plan annoncé par Michelin s'inscrit dans une série déjà longue de plans de licenciements qui touchent le secteur de l'automobile et notamment les équipementiers : Valeo, Novares, Forvia... pour lesquels FO est intervenue auprès du ministère de l'Industrie. La filière est frappée de plein fouet par la chute des ventes, la baisse des volumes de production, les délocalisations qui repartent à la hausse. Des entreprises de la plasturgie, du verre, du textile en profitent pour se réorganiser. Il y a un effet d'opportunité. Et il y a les multiples suppressions d'emplois, quotidiennes, qui ne font pas la une des journaux mais qui finissent par se voir dans les statistiques. Derrière, ce sont des femmes, des hommes, des familles qui à chaque fois perdent leur emploi et en subissent les conséquences financières et psychologiques.

Résultat, la désindustrialisation se poursuit et la promesse de réindustrialisation se fait attendre. Si elle est présente dans les discours, on la voit peu sur le terrain. Cela ne peut pas être qu'un slogan ou un coup de com', ça doit être une priorité!

Cette situation, dont le ministre de l'Industrie annonce qu'elle va probablement s'amplifier, signe la fin d'une période de chômage en diminution. Diminution liée à la hausse de l'emploi mais aussi à une nette poussée des radiations

des demandeurs d'emploi de l'indemnisation chômage. Cela fait pourtant des mois que les créations d'emplois, tirées vers le haut essentiellement par l'apprentissage, avaient fortement ralenti. Des mois que nous alertons sur la conditionnalité des aides publiques distribuées aux entreprises, sans contrôle ni contrepartie, notamment en

**La réindustrialisation
ne peut pas être
qu'un slogan
ou un coup de com',
ça doit être une priorité!**

matière d'emploi. Des mois que nous alertons sur la facture du « *quoi qu'il en coûte* », dont les travailleurs payent le prix aujourd'hui!

Cette situation pourrait aussi voir revenir son cortège de mauvaises réponses : baisser encore le coût du travail, à un moment où l'on commence à entrevoir un coup d'arrêt salutaire sur les allègements de cotisations sociales; simplifier encore les normes et les réglementations, ce leitmotiv qui revient comme une solution miracle à chaque fois que la croissance ralentit. C'est dans ce contexte que l'État employeur renoue avec les réductions d'effectifs dans la fonction publique : plus de 2200 postes supprimés, dont une grande partie à l'Éducation nationale. C'est le retour des vieux discours. Les agents publics sont de nouveau considérés uniquement comme une dépense budgétaire, qu'il faudrait réduire. C'est aussi dans ce contexte que nous poursuivons les négociations sur l'Assurance chômage et l'emploi des seniors, pour maintenir des droits et protections qui sont plus que jamais nécessaires pour les salariés!

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr